ERGCM – Résumé d'une consultation en personne avec le capitaine de corvette (retraité) Levesque, Ph.D.

Le 12 juin 2017, trois membres de l'ERGCM discutent en personne avec le capitaine de corvette à la retraite Pascal Levesque, anciennement avocat militaire des Forces armées canadiennes avec une grande expérience à la fois comme avocat militaire de la défense en cour martiale et au développement de la politique de justice militaire.

M. Levesque commence en remarquant que le système de cour martiale doit être prêt à réagir à un conflit armé d'envergure en tout temps, et doit être en mesure de fonctionner efficacement dans cette situation. Il suggère également que l'appareil judiciaire militaire a deux objectifs, soit l'ordre et le bien-être publics et un but disciplinaire, alors que le système civil de justice pénale n'a que le premier objectif.

En ce qui concerne la structure de la poursuite et des services d'avocat de la défense, M. Levesque est d'avis qu'il y a autant de raisons à transférer au civil qu'il y en a à conserver les fonctions actuelles, l'équilibre est donc en faveur du statu quo. Cependant, il suggère plusieurs changements à ces fonctions qui, à son avis, pourraient les améliorer. Il mentionne, entre autres :

- Créer une sous-profession d'« avocat plaidant » dans le groupe professionnel militaire de droit, qui exige au moins cinq ans d'expérience comme procureur ou avocat de la défense;
- Permettre à l'avocat plaidant de rester à son poste indéfiniment et le rémunérer;
- Donner davantage de contrôle sur l'évaluation et la promotion des avocats plaidants aux directeurs d'avocats respectifs (DPM et DSAD).

M. Levesque remarque aussi que la multiplicité des rôles du JAG en vertu de la LDN crée des conflits évidents dans certains dossiers. En particulier, le rôle du JAG comme conseiller juridique du gouvernement sur les questions de justice militaire, comme surintendant de l'administration de la justice militaire, comme superviseur du DPM et superviseur du DSAD crée un réseau de relations qui est problématique en soi. M. Levesque compare la situation à un jeu d'échecs où le JAG formule toutes les règles, puis contrôle le jeu du joueur noir, et ensuite celui du joueur blanc. M. Levesque croit qu'il serait beaucoup plus raisonné que l'organisation du DSAD relève du ministre de la Défense nationale, avec un conseil d'administration autonome désigné pour surveiller le fonctionnement de l'organisation du DSAD.

L'ERGCM demande à M. Levesque comment les différences de grade (p. ex. entre un juge et une personne accusée ou entre un procureur et un témoin de la défense) pourraient avoir un effet néfaste

dans le système de cour martiale. En fin de compte, M. Levesque croit que l'exactitude des témoignages et l'équité des procédures ne seraient pas affectées par les différents grades des participants d'une cour martiale au Canada. Il reconnaît que cet effet pourrait toutefois exister dans d'autres systèmes où on accorde plus d'importance au grade et aux distinctions de classe sociale.

Pour ce qui est du déroulement des cours martiales dans les théâtres d'opérations déployés, M. Levesque remarque qu'il appartiendrait finalement aux commandants militaires opérationnels de décider si les FAC ont besoin de cours martiales déployables. M. Levesque semble croire qu'elles sont nécessaires. En particulier, dans une situation de guerre totale, il affirme qu'un système déployé pour dissuader et gérer l'inconduite serait essentiel afin d'éviter d'encourager l'inconduite des soldats dans l'unique but de revenir à la sécurité du Canada.

M. Levesque propose l'idée de districts juridiques militaires régionalisés à travers le Canada où une cour martiale aurait lieu, en plus d'un district « expéditionnaire » qui gère les infractions ayant lieu à l'extérieur du Canada.

Quand l'ERGCM remarque que la majorité des déploiements des FAC durent six mois, on demande à M. Levesque s'il croit qu'il serait possible d'organiser des cours martiales dans les six mois suivant une infraction pour qu'il soit logique de les établir dans un théâtre d'opérations en déploiement, et M. Levesque affirme sans équivoque que cela serait impossible dans le système de cour martiale actuel. Cependant, il prétend que ce serait possible si le système changeait suffisamment, par exemple, en éliminant des étapes inutiles entre le moment où une accusation est portée et la réception de cette accusation par le DPM.

M. Levesque formule également plusieurs observations au sujet des réformes sur les procès sommaires qui dépassent la portée de l'examen.